

**Avant-projet de décret portant assentiment à
l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Monténégro sur
l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la
famille du personnel de missions diplomatiques et de postes
consulaires, signé à Bruxelles le 9 juin 2010**

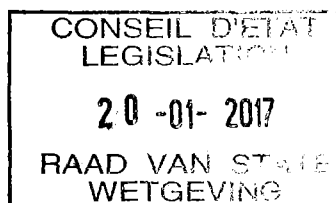
Le Gouvernement wallon,

60883 / 4

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

Après délibération,

ARRÊTE :



Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

L'Accord entre le Royaume de Belgique et le Monténégro sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Bruxelles le 9 juin 2010, sortira son plein et entier effet.

Namur, le

Le Ministre-Président,

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long vertical stroke.

Paul MAGNETTE

**Avant-projet de décret portant assentiment à
l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Monténégro sur
l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la
famille du personnel de missions diplomatiques et de postes
consulaires, signé à Bruxelles le 9 juin 2010**

Exposé des motifs

A. Contexte et objet de l'Accord

L'objet du présent Accord soumis à l'approbation du Parlement, consiste à faciliter, sous condition de réciprocité, l'exercice d'une activité professionnelle à but lucratif (profession salariée ou indépendante) par le conjoint et d'autres membres de la famille faisant partie du ménage d'agents diplomatiques et d'autres membres du personnel des missions diplomatiques et consulaires monténégrines en Belgique et, réciproquement, belges en Monténégro. Le statut du personnel diplomatique et consulaire affecté par l'Etat d'envoi dans l'Etat d'accueil ainsi que le statut des membres de leur famille sont régis par les Conventions de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961) et sur les Relations consulaires (1963). La plupart des Etats, dont la Belgique et le Monténégro, sont parties à ces Conventions.

Ces Conventions prévoient un certain nombre de privilèges et d'immunités au bénéfice des membres du personnel des missions diplomatiques et consulaires ainsi que les membres de la famille de ceux-ci faisant partie de leur ménage (conjoint et enfants à charge).

Ces Conventions ne prévoient nullement l'interdiction, pour ces derniers, d'exercer dans l'Etat d'accueil une activité lucrative. Néanmoins, leur statut ainsi que les privilèges et immunités qui en découlent sont, en pratique, incompatibles avec l'exercice d'une profession. De plus, dans la plupart des Etats, l'accès des étrangers à une activité rémunérée est limité.

Le Conseil de l'Europe, conscient de cette problématique, a adopté une Recommandation proposant un modèle d'Accord bilatéral visant à permettre l'exercice d'une activité à but lucratif aux membres de la famille qui font partie du ménage d'un membre d'une mission diplomatique ou consulaire.

Dans le cadre de la politique menée en faveur de l'égalité des chances entre hommes et femmes, il a été décidé de proposer la négociation, à un certain nombre de pays, d'accords bilatéraux de réciprocité visant à permettre le travail rémunéré entre autres de conjoints d'agents diplomatiques et consulaires.

L'Accord signé par la Belgique et le Monténégro est le douzième de cette série en cours de négociation. (Accords déjà signés avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, la Croatie, le Chili, le Pérou, la Turquie, le Brésil, les Philippines et la Serbie)

B. Le contenu de l'Accord

Préambule :

Le préambule expose la volonté des Parties de faciliter par cet Accord l'exercice d'activités lucratives par le conjoint et d'autres membres de la famille du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires dans l'Etat d'accueil, mieux définis dans le champ d'application de la convention (article 1er).

Article 1er : Champ d'application de l'Accord

L'Accord bénéficie, sur base de réciprocité, au conjoint et aux enfants célibataires à charge âgés de moins de 18 ans des agents diplomatiques ou des fonctionnaires consulaires ainsi qu'au conjoint de tout autre membre du personnel, affectés dans les missions diplomatiques ou les postes consulaires ou les représentations permanentes auprès des Organisations internationales de l'Etat d'envoi, à l'exclusion des ressortissants de l'Etat d'accueil et des résidents permanents sur son territoire.

Par « autres membres du personnel des missions diplomatiques et postes consulaires », on entend les membres du personnel administratif et technique et les membres du personnel de service de la mission, tels que définis à l'article 1er de la Convention de Vienne sur les Relations diplomatiques, et les employés consulaires et membres du personnel de service du poste consulaire, tels que définis à l'article 1er de la Convention de Vienne sur les Relations consulaires.

L'article 1er prévoit en outre le principe selon lequel les autorités de l'Etat d'accueil délivrent les autorisations d'exercer une activité professionnelle conformément, d'une part, à la réglementation en vigueur dans cet Etat et, d'autre part, aux dispositions du présent Accord.

Le même article prévoit, par ailleurs, que les facilités d'octroi de l'autorisation de travailler dans l'Etat d'accueil sont d'application tant que les bénéficiaires font partie de la famille des personnes visées au paragraphe premier et tant que lesdites personnes sont en service officiel dans cet Etat. (§§4 et 5)

Article 2 : Procédures

Cet article établit les principes qui gouverneront la procédure à suivre pour l'obtention des autorisations d'exercer l'activité à but lucratif. Les demandes doivent passer par la voie diplomatique. Après avoir parcouru la procédure, l'autorisation est également envoyée par voie diplomatique. L'article prévoit que les procédures sont suivies le plus vite possible de manière à ce que le bénéficiaire puisse exercer l'activité à but lucratif dans les meilleurs délais. En plus, il faut mentionner que les règles en vigueur dans l'Etat d'accueil en ce qui concerne les conditions d'accès et les qualifications liées à la profession considérée doivent être remplies et respectées par le bénéficiaire.

Article 3 : Privilèges et immunités en matière civile et administrative

Cet article tient compte du fait que les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité lucrative ne jouissent pas d'immunités de juridiction en matière civile et administrative prévues par les Conventions de Vienne de 1961 et 1963 (ou en vertu de tout autre instrument international applicable), pour tous les actes découlant de l'exercice de l'activité lucrative et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'Etat d'accueil.

En outre, l'Accord prévoit la levée d'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée en rapport avec de tels actes.

Article 4 : Immunité en matière pénale

Cet article prévoit que l'Etat d'envoi lève l'immunité de juridiction pénale dont jouissent les membres de la famille. Cette demande doit se rapporter aux actes ou omissions découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif. Si la levée est contraire aux intérêts de l'Etat d'envoi, cet Etat ne lèvera pas l'immunité de juridiction pénale.

La levée d'immunité d'exécution de la décision judiciaire en matière pénale doit faire l'objet d'une demande de levée spécifique de la part de l'Etat d'accueil à l'Etat d'envoi, ce dernier étant tenu de prendre sérieusement en considération ce type de requête.

Article 5 : Régimes fiscal et de sécurité sociale

L'article 5 prévoit que les régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil sont d'application pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de leurs activités professionnelles. Par "régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil", il convient d'entendre l'ensemble des dispositions fiscales ou sociales en vigueur dans ledit Etat, en ce compris d'éventuels accords bilatéraux ou multilatéraux, existants ou futurs.

C. Nature de l'Accord sur le plan interne

Après l'entrée en vigueur de la sixième Réforme de l'Etat, les Régions sont, en vertu de l'article 6, § 1, IX, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, compétentes pour la réglementation sur l'occupation des travailleurs étrangers. En ce qui concerne les permis de travail A et B ainsi que la carte professionnelle pour les travailleurs indépendants, les Régions sont compétentes pour la réglementation, sa mise en œuvre et le contrôle de son respect. La régionalisation de la carte professionnelle pour les travailleurs indépendants, implique que cet Accord est un traité mixte. Le caractère mixte (Etat fédéral – Régions) de cet Accord a par conséquent été reconnu par le Groupe de travail Traités mixtes (G.T.T.M.) en date du 16 décembre 2014.

ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LE MONTENEGRO
SUR
L'EXERCICE D'ACTIVITES A BUT LUCRATIF
PAR CERTAINS MEMBRES DE LA FAMILLE DU PERSONNEL
DE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DE POSTES CONSULAIRES

**ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LE MONTENEGRO
SUR
L'EXERCICE D'ACTIVITES A BUT LUCRATIF
PAR CERTAINS MEMBRES DE LA FAMILLE DU PERSONNEL
DE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DE POSTES CONSULAIRES**

LE ROYAUME DE BELGIQUE,

ET

LE MONTENEGRO,

DESIREUX DE CONCLURE un accord visant à faciliter l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille de membres du personnel de missions diplomatiques de l'Etat d'envoi ou des postes consulaires de ce dernier sur le territoire de l'Etat d'accueil,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

ARTICLE 1

Champ d'application

1. Sur base de réciprocité, les membres de la famille suivants sont autorisés à exercer une activité à but lucratif dans l'Etat d'accueil:
 - a) le conjoint et les enfants célibataires âgés de moins de dix-huit ans d'un agent diplomatique ou d'un fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi affectés:
 - (i) auprès de l'Etat d'accueil, ou
 - (ii) auprès d'organisations internationales ayant un siège dans l'Etat d'accueil;
 - b) de même le conjoint d'un autre membre du personnel de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi ou du personnel du poste consulaire de cet Etat.

Tels que définis à l'article 1 des Conventions de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961) et consulaires (1963).

2. L'autorisation d'exercer une activité à but lucratif sera donnée par les autorités de l'Etat d'accueil conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur dans ledit Etat et conformément aux dispositions du présent Accord.
3. Cette autorisation ne concernera pas les ressortissants de l'Etat d'accueil ni les résidents permanents sur son territoire.
4. Sauf si l'Etat d'accueil en décide autrement, l'autorisation ne sera pas accordée à celui des bénéficiaires qui, après avoir accepté une activité à but lucratif, cesse de faire partie de la famille des personnes visées au paragraphe premier du présent article.
5. L'autorisation produit ses effets durant la période d'affectation des personnes visées au paragraphe premier du présent article dans la mission diplomatique ou le poste consulaire de l'Etat d'envoi sur le territoire de l'Etat d'accueil, et cesse ses effets au plus tard au terme de cette affectation ou moyennant un délai raisonnable suivant cette échéance.

ARTICLE 2

Procédures

1. Toute demande visant à obtenir l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif est envoyée, au nom du bénéficiaire, par l'ambassade de l'Etat d'envoi auprès de la Direction du Protocole du Ministère des Affaires étrangères du Monténégro ou de la Direction du Protocole du Service public fédéral des Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement du Royaume de Belgique, suivant le cas.

Après vérification que la personne en question est un membre de la famille d'un agent visé par le champ d'application de l'Article 1, paragraphe premier, et après examen de la demande officielle, l'ambassade de l'Etat d'envoi sera informée par l'autorité compétente de l'Etat d'accueil que le membre de la famille peut exercer l'activité à but lucratif.

2. Les procédures suivies sont appliquées de manière telle que le bénéficiaire de l'autorisation puisse entreprendre une activité à but lucratif dans les meilleurs délais; toutes les dispositions régissant les permis de travail et autres formalités analogues sont appliquées dans un sens favorable.
3. L'autorisation d'exercer une activité à but lucratif n'entraînera aucune dispense pour le bénéficiaire de satisfaire aux exigences usuelles ou réglementaires relatives aux données personnelles, qualités professionnelles ou autres que l'intéressé doit justifier pour l'exercice de son activité rémunérée.

ARTICLE 3

Privilèges et immunités en matière civile et administrative

Au cas où le bénéficiaire de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif jouit de l'immunité de juridiction en matière civile et administrative dans l'Etat d'accueil, en vertu des dispositions des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires ou de tout autre instrument international applicable, cette immunité ne s'applique pas aux actes découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'Etat d'accueil. L'Etat d'envoi lèvera l'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée en rapport avec de tels actes.

ARTICLE 4

Immunité en matière pénale

Au cas où le bénéficiaire de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif jouit de l'immunité de juridiction en matière pénale dans l'Etat d'accueil, en vertu des dispositions des Conventions de Vienne précitées ou de tout autre instrument international applicable:

- a) l'Etat d'envoi lève l'immunité de juridiction pénale dont jouit le bénéficiaire de l'autorisation à l'égard de l'Etat d'accueil pour tout acte ou omission découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif, sauf dans des cas particuliers lorsque l'Etat d'envoi estime que cette mesure pourrait être contraire à ses intérêts;
- b) cette levée d'immunité de juridiction pénale ne sera pas considérée comme s'étendant à l'immunité d'exécution de la décision judiciaire, immunité pour laquelle une levée spécifique devra être requise. Dans le cas d'une telle demande spécifique, l'Etat d'envoi prendra la requête de l'Etat d'accueil sérieusement en considération.

ARTICLE 5

Régimes fiscal et de sécurité sociale

Conformément aux dispositions des Conventions de Vienne précitées ou en vertu de tout autre instrument international applicable, les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif sont assujettis aux régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de cette activité dans cet Etat.

ARTICLE 6
Durée et dénonciation

Le présent Accord est conclu pour une période indéfinie, chacune des Parties pouvant y mettre fin à tout moment, moyennant un préavis de six mois adressé par écrit à l'autre Partie.

ARTICLE 7
Entrée en vigueur

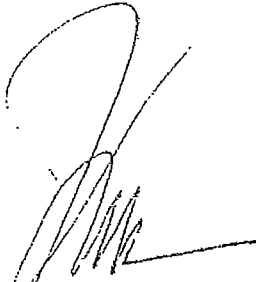
Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date d'échange de la dernière notification de l'accomplissement des procédures constitutionnelles et légales internes requises pour son entrée en vigueur.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 9 juin 2010, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise, anglaise et monténégrine, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE:

POUR LE MONTÉNÉGRO:



Yves LETERME,
Premier Ministre



Milo DJUKANOVIC,
Premier Ministre

OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
MONTENEGRO
INZAKE
HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN
DOOR BEPAALDE GEZINSLEDEN
VAN HET DIPLOMATIEK EN CONSULAIR PERSONEEL

**OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
MONTENEGRO
INZAKE
HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN
DOOR BEPAALDE GEZINSLEDEN
VAN HET DIPLOMATIEK EN CONSULAIR PERSONEEL**

HET KONINKRIJK BELGIË,

EN

MONTENEGRO,

GELEID DOOR DE WENS een overeenkomst te sluiten teneinde het verrichten van betaalde werkzaamheden door bepaalde gezinsleden van het personeel van de zendingen van de Zendstaat dan wel van consulaire posten die deze heeft op het grondgebied van de Ontvangende Staat, te vergemakkelijken,

ZIJN het volgende overeengekomen:

ARTIKEL 1

Toepassingsgebied van de Overeenkomst

1. Op grond van wederkerigheid mogen volgende familieleden betaalde werkzaamheden verrichten in de Ontvangende Staat:
 - a) de echtgeno(o)te en de ongehuwde kinderen jonger dan 18 jaar van een diplomatieke agent of een consulaire ambtenaar van de Zendstaat die zijn aangesteld:
 - (i) bij de Ontvangende Staat, dan wel
 - (ii) bij internationale organisaties met een zetel in de Ontvangende Staat;
 - b) evenzo, de echtgeno(o)te van een ander personeelslid van de zending van de Zendstaat of van een ander personeelslid van de consulaire post van deze Staat;

zoals bepaald in artikel 1 van de Verdragen van Wenen inzake diplomatiek verkeer (1961) en consulaire verkeer (1963).
2. De toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten zal worden verleend door de autoriteiten van de Ontvangende Staat overeenkomstig de aldaar van kracht zijnde wetgeving en voorschriften en overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst.
3. Deze toestemming zal niet gelden voor de ingezetenen van de Ontvangende Staat of de vaste verblijfhouders op zijn grondgebied.
4. Tenzij de Ontvangende Staat anderszins beslist, wordt geen toestemming verleend aan de begunstigden die, na betaalde werkzaamheden te hebben aanvaard, niet langer deel uitmaken van het gezin van de in de eerste paragraaf van dit artikel bedoelde personen.
5. De toestemming is geldig voor de periode dat de in de eerste paragraaf van dit artikel bedoelde personen zijn aangesteld bij de diplomatieke zending of de consulaire post van de Zendstaat op het grondgebied van de Ontvangende Staat, en vervalt op zijn laatst wanneer de aanstelling eindigt dan wel binnen een redelijke termijn na de beëindiging.

ARTIKEL 2

Procedures

1. Elk verzoek om toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden wordt uit naam van de begunstigde door de ambassade van de Zendstaat gestuurd naar de Directie Protocol van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Montenegro dan wel naar de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van het Koninkrijk België.

Na verificatie of de persoon in kwestie een familielid van een agent is voorzien in het toepassingsgebied van het artikel 1, eerste paragraaf, en na onderzoek van het officiële verzoek, zal de bevoegde autoriteit van de Ontvangende Staat de ambassade van de Zendstaat ervan in kennis stellen dat het familielid de betaalde werkzaamheid mag uitoefenen.
2. De gevolgde procedures worden dusdanig toegepast dat de begunstigde van de toestemming zo snel mogelijk betaalde werkzaamheden kan verrichten; alle voorschriften inzake werkvergunningen en soortgelijke formaliteiten worden welwillend toegepast.

3. Toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten betekent niet dat de begunstigde wordt vrijgesteld van de vereisten of voorschriften die gewoonlijk van toepassing zijn op persoonsgegevens, professionele of andere kwalificaties waarvan de belanghebbende het bewijs dient te leveren voor het verrichten van de betaalde werkzaamheden.

ARTIKEL 3

Civil- en administratiefrechtelijke voorrechten en immuniteiten

Ingeval de begunstigde van een toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten civil- en administratiefrechtelijke immuniteit van rechtsmacht geniet in de Ontvangende Staat, overeenkomstig de bepalingen van de Verdragen van Wenen inzake diplomatiek en consulaire verkeer, dan wel enig ander toepasselijk internationaal verdrag, is deze immuniteit niet van toepassing op handelingen die voortvloeien uit het verrichten van betaalde werkzaamheden welke onder het burgerlijk en administratief recht van de Ontvangende Staat vallen. De Zendstaat zal afstand doen van de immuniteit van tenuitvoerlegging van alle gerechtelijke uitspraken die met betrekking tot dergelijke handelingen worden uitgesproken.

ARTIKEL 4

Immuniteit ten aanzien van strafzaken

Ingeval de begunstigde van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden immuniteit geniet ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken van de Ontvangende Staat, overeenkomstig de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen, dan wel van enig ander toepasselijk internationaal verdrag:

- a) doet de Zendstaat afstand van de immuniteit van de rechtsmacht in strafzaken die de begunstigde van de toestemming ten aanzien van de Ontvangende Staat geniet met betrekking tot elk handelen of nalaten dat voortvloeit uit de betaalde werkzaamheden, behalve in bijzondere gevallen wanneer de Zendstaat van mening is dat het doen van afstand in strijd zou kunnen zijn met zijn belangen;
- b) het doen van afstand van immuniteit ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken wordt niet geacht mede betrekking te hebben op de immuniteit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke uitspraak, waarvan uitdrukkelijk afstand moet worden gedaan. In dergelijk geval neemt de Zendstaat het verzoek van de Ontvangende Staat ernstig in overweging.

ARTIKEL 5

Belasting- en sociale zekerheidsstelsels

In overeenstemming met de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen dan wel krachtens enig ander toepasselijk internationaal verdrag zijn de begunstigden van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden onderworpen aan de belasting- en sociale zekerheidsstelsels van de Ontvangende Staat, ten aanzien van alles wat verband houdt met het verrichten van bedoelde werkzaamheden in deze Staat

ARTIKEL 6
Duur en beëindiging

Deze Overeenkomst is gesloten voor onbepaalde duur, met dien verstande dat elk van de Partijen ze te allen tijde kan beëindigen door hiervan zes maanden van te voren schriftelijk kennis te geven aan de andere Partij.

ARTIKEL 7
Inwerkingtreding

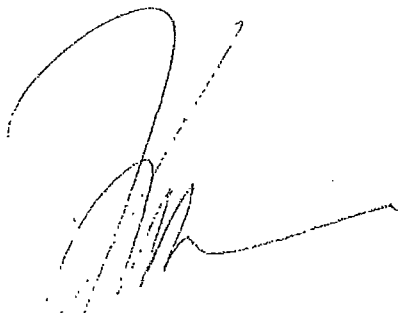
Deze Overeenkomst zal in werking treden op de eerste dag van de tweede maand volgend op de dag van uitwisseling van de laatste kennisgeving van de voltooiing van de interne grondwettelijke en wettelijke procedures noodzakelijk voor zijn inwerkingtreding.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondertekenende vertegenwoordigers, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

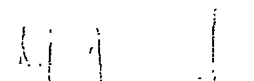
GEDAAN te Brussel, op 9 juni 2010, in twee originele exemplaren, in de Franse, de Nederlandse, de Engelse en de Montenegrijnse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil in uitlegging, is de Engelse tekst doorslaggevend.

VOOR HET KONINKRIJK BELGIË:

VOOR MONTENEGRO:



Yves LETERME,
Eerste Minister



Milo DJUKANOVIĆ,
Eerste Minister

AGREEMENT
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
MONTENEGRO
ON
THE GAINFUL OCCUPATION
OF CERTAIN FAMILY MEMBERS
OF DIPLOMATIC AND CONSULAR STAFF

**AGREEMENT
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
MONTENEGRO
ON
THE GAINFUL OCCUPATION
OF CERTAIN FAMILY MEMBERS
OF DIPLOMATIC AND CONSULAR STAFF**

THE KINGDOM OF BELGIUM

AND

MONTENEGRO,

DESIRING TO CONCLUDE an agreement which aims to facilitate the gainful occupation of certain family members of staff of diplomatic missions or consular posts from the sending State on the territory of the receiving State,

HAVE AGREED as follows:

ARTICLE 1
Scope of the Agreement

1. On the basis of reciprocity the following family members are authorised to engage in gainful occupation in the receiving State:
 - a) the spouse and unmarried children up to eighteen years of a diplomatic agent or of a consular official of the sending State assigned
 - (i) to the receiving State, or
 - (ii) to the international organizations with a seat in the receiving State;
 - b) as well as the spouse of another member of the staff of the mission of the sending State or of the staff of the consular post of that State,

As defined in Article 1 of the Vienna Conventions on Diplomatic (1961) and Consular Relations (1963).

2. Authorisation to engage in a gainful occupation shall be given by the authorities of the receiving State in accordance with the laws and regulations in force in this State and is subject to the provisions of this Agreement.
3. Such authorisation shall not extend to the nationals of the receiving State or permanent residents in its territory.
4. Unless the receiving State decides otherwise, authorisation shall not be given to those beneficiaries who, having engaged in a gainful occupation, cease to form part of the household of the persons described in the first paragraph of this Article.
5. The authorisation shall apply during the period in which the persons, covered in the first paragraph of this Article, are assigned to the diplomatic mission or consular post of the sending State in the territory of the receiving State until the conclusion of the term of the assignment or within an acceptable timeframe following this event.

ARTICLE 2
Procedures

1. All requests for authorisation to engage in a gainful occupation shall be sent, on behalf of the beneficiary, by the Embassy of the sending State to the Office of Protocol in the Ministry of Foreign Affairs of Montenegro or to the Protocol Division of the Federal Public Service Foreign Affairs, Foreign Trade and Development Cooperation of the Kingdom of Belgium accordingly.

Upon verification that the person in question is a family member of an agent falling within the scope of the provisions of Article 1, first paragraph, and processing of the official request, the Embassy of the sending State shall be informed by the competent authority of the receiving State that the family member is eligible for gainful occupation.

2. The procedures followed shall be applied in a way that enables the beneficiary of the authorisation to engage in a gainful occupation as soon as possible. All requirements relating to work permits and any other similar formalities shall be favourably applied.
3. Authorisation for the beneficiary to engage in a gainful occupation shall not imply exemption from any legal or other requirements relating to personal characteristics, professional or other qualifications that the individual concerned must demonstrate in engaging in a gainful occupation.

ARTICLE 3

Civil and administrative privileges and immunities

In cases where the beneficiary of the authorisation to engage in a gainful occupation enjoys immunity from the civil and administrative jurisdiction of the receiving State, in accordance with the provisions of the Vienna Conventions on diplomatic and consular relations or of any other applicable international instrument, such immunity shall not apply in respect of any act carried out in the course of the gainful occupation and falling within the civil or administrative law of the receiving State. The sending State shall waive immunity from execution of any sentence in relation to these matters.

ARTICLE 4

Criminal Immunity

In cases where a beneficiary of the authorisation to engage in a gainful occupation enjoys immunity from the criminal jurisdiction of the receiving State, in accordance with the provisions of the aforementioned Vienna Conventions or of any other applicable international instrument:

- a) the sending State shall waive the immunity from criminal jurisdiction enjoyed by the beneficiary of the authorisation with regard to the receiving State in respect of any act or omission arising from the gainful occupation, except in special instances where the sending State considers that such a waiver could be contrary to its own interests;
- b) such a waiver of immunity from criminal jurisdiction shall not be construed as extending to immunity from execution of the sentence, for which a specific waiver will be required. In the case of such a request, the sending State shall give serious consideration to the request of the receiving State.

ARTICLE 5

Taxation and social security regimes

In accordance with the provisions of the aforementioned Vienna Conventions or of any other applicable international instrument, beneficiaries of the authorisation to engage in a gainful occupation shall be subject to the taxation and social security regimes of the receiving State for all matters connected with their gainful occupation in that State.

ARTICLE 6
Duration and termination

This Agreement is concluded for an indefinite period, either Party being able to terminate it at any time by giving six months' notice in writing to the other Party.

ARTICLE 7
Entry into Force

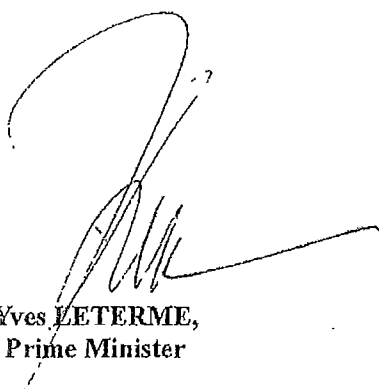
This Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date of exchange of the last notification of the completion of internal constitutional and legal procedures necessary for its entry into force.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned representatives, duly authorised by their respective Governments, have signed this Agreement.

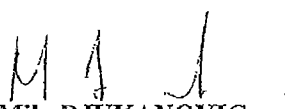
DONE at Brussels, on the 9th day of the month of June of the year 2010, in two original copies, each in the French, Dutch, English and Montenegrin languages, all texts being equally authentic. In case of any divergence, the English text shall prevail.

FOR THE KINGDOM OF BELGIUM:

FOR MONTENEGRO:



Yves LETERME,
Prime Minister



Milo DJUKANOVIC,
Prime Minister

COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT
Bruxelles, 08-01-2015
Brussel,
Le Chef du Service des Traités du
Service Public Fédéral Affaires Étrangères de Belgique
Het Hoofd van de Dienst Verdragen van de
Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken van België

